

LES VILLES REPRENnent LE CONTRÔLE DU ROBINET

Les grandes villes du monde se réveillent enfin. Après s'être laissé plumer pendant des décennies par les transnationales de l'eau, beaucoup d'entre elles les envoient bouler. Et ramènent dans le public ce bien commun de l'humanité.

Fini le bon temps ! L'eau n'est plus la vache à lait d'antan — rires préenregistrés — et les transnationales du secteur commencent à tirer la langue. Parmi elles, nos deux merveilleux champions mondiaux, la Lyonnaise des eaux (désormais Suez environnement) et Veolia (anciennement Compagnie générale des eaux), qui tiennent environ la moitié du marché français.

Que se passe-t-il ? Un mouvement planétaire de remunicipalisation de l'eau, qui a touché entre 2010 et 2015 la bagatelle de 235 villes de 37 pays, et plus de 100 millions d'humains. Qui le dit ? L'indispensable Observatoire des multinationales (multinationales.org), mené notamment par Olivier Petitjean. Dans un livre téléchargeable gratuitement¹, Petitjean et sa bande — plusieurs ONG françaises et européennes — décrivent ce qui ressemble à un basculement. De plus en plus d'élus font leurs comptes, et ces derniers sont sans appel pour l'industrie. Non seulement l'eau « privée » est nettement plus chère que l'eau publique, mais elle cumule un nombre extravagant d'autres tares. Ici on sous-investit, préférant laisser le réseau se dégrader, là on délivre une eau de mauvaise qualité, dans une opacité financière telle qu'elle ne saurait être fortuite. Corruption et combines à tous les étages.

À Jakarta, mégapole indonésienne de 30 millions d'habitants au total, l'eau a été concédée en partie à la Lyonnaise des eaux en 1997. Depuis, le prix a été augmenté dix fois, passant de 1 700 roupies le mètre cube à 7 200. Et sans que le service soit au rendez-vous : pas moins de 40 000 plaintes ont été déposées pour protester contre la gestion foldingue du réseau, laissant à l'abandon des quartiers entiers. Après une vaste bagarre de plusieurs années, un tribunal indonésien a ordonné le retour au public en mars 2015.

En France, le mouvement de remunicipalisation reste très minoritaire, mais il a touché une ville comme Nice, pourtant dirigée par le sarkozyste Christian Estrosi. Commentaire d'Anne Le Strat, ancienne présidente d'Eau de Paris : « La cause des services publics dépasse les clivages politiques. »

POUR UNE GESTION PUBLIQUE TOTALE

Ce n'est pas forcément vrai, mais le cas de Nice fait réfléchir. En mars 2013, à la stupéfaction générale, les héritiers de Jacques Médecin, ruffian parmi les ruffians, annoncent que le service de l'eau va redevenir public. Tête outrée de Veolia, dont l'ancêtre, Générale des eaux, distribuait l'eau à Nice depuis 1864 ! Le dernier contrat avait été signé en 1952, suivi de simples avenants. La belle vie.

Dès juin 2013, une régie, Eau d'Azur, est créée, qui intègre progressivement 33 des 49 communes de l'agglomération et 80 % de ses habitants... Dans



les dernières années de son règne, Veolia avait concédé, sous pression, jusqu'à 30 % de baisse des factures, sans que cela suffise à convaincre les élus de droite. La remunicipalisation a permis une nouvelle baisse de 30 % pour les plus petits consommateurs, ce qui commence à faire. Estrosi n'est pas devenu altermondialiste et ne dira jamais que l'eau est un bien commun de l'humanité, mais il a compris une chose élémentaire : l'intérêt privé n'est pas l'intérêt public. Reconnaissons qu'il est très dur de dire du bien d'un Estrosi.

Est-ce un signe ? Charlie n'étant pas devin, on se gardera d'aller trop loin. Mais il n'est pas interdit de rêver d'un retournement de tendance. Après plusieurs décennies de libéralisme à tous crins, de privatisations, de sous-traitance dans les services publics et de foireux partenariats public-privé (PPP), l'heure est au bilan, du moins dans le si vaste domaine de l'eau.

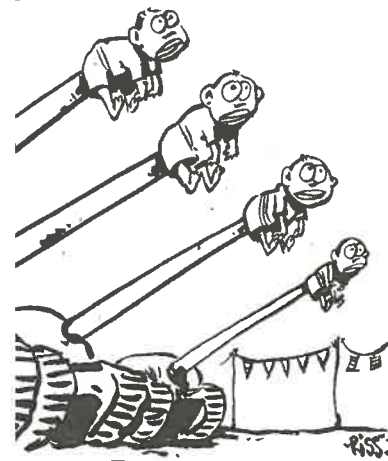
Pour des raisons historiques et industrielles — la surpuissance de la Lyonnaise et de Veolia —, la France reste l'un des rares pays où la gestion privée de l'eau demeure majoritaire, malgré la reprise en main publique à Paris, Rennes, Montpellier, Grenoble ou Nice. Mais le mouvement est indiscutable : sur les 235 villes ayant opté pour le public, 94 sont françaises. Pour les actionnaires de Veolia et de la Lyonnaise, ça craint enfin. Pas encore assez, mais suffisamment pour les faire flipper. Enfin un peu de bonheur.

Fabrice Nicolino

1. multinationales.org/IMG/pdf/ourpublicwaterfuture-fr.pdf



TS PÉDOPHILES
VÉE HÉSITE À FAIRE
ER SON MATÉRIEL DÉMODÉ



ORS-LA-LOI
COLENE VINSON

I QUI SAÏT SE SERVIR E PELLE À TARTE

ors-la-loi qui a les honneurs
Guide Michelin est celui qui sait
servir d'une pelle à tarte.
grenne, fabricant d'armes avant
rgeron et équipementier des
3 ? Oui, parce que tout peut servir
et à la violence. Les couteaux,
un doute.
le par destination » est une
le droit, inscrite au Code pénal.
dont la fonction première n'est
uer, mais qui finit quand même
du mal. Cela dépend évidemment
issance avec laquelle on l'assène
âne de sa victime. La plupart
es par destination sont des outils
lage : le marteau et le tournevis
ent le record de morts. Le pistolet-
a fait une percée, mais dans
seulement. Le rayon bibelots
alement beaucoup d'opportunités.
nple, l'année passée, un vendeur
Eiffel miniatures avait blessé
ier avec l'une d'elles. Fuselée,
vait crever un œil. Tandis qu'une
e du viaduc de Garabit ne fera
objet de scellés. Les articles
font parfois l'affaire. Le top
la batte de base-ball. Elle revient
dans la jurisprudence française

